

Procédure négociée sans publication préalable
par le free market piste fermée pour l'achat de

MASQUES CHIRURGICAUX

MASQUES RESPIRATOIRES FFP2

MASQUES RESPIRATOIRES FFP3

ÉCOUVILLONS (SWAB) EN FIBRES SYNTHÉTIQUES

DESINFECTANT EN AÉROSOL

ALCOOL POUR LES MAINS

SOLUTION MÈRE POUR LA DESINFECTION

LUNETTES DE SÉCURITÉ

VISIÈRE DE PROTECTION

TABLIER DE PROTECTION IMPERMÉABLE

TABLIERS EN PLASTIQUE JETABLES

GANTS EN NITRILE (MINIMUM 300 MM)

SAC À POIGNÉE EN PLASTIQUE AVEC FERMETURE À PRESSION,

LINGETTES DESINFECTANTES,

ENVELOPPES MATELASSÉES

pour le compte du SPF Santé publique

TABLE DES MATIERES

DEROGATIONS AUX REGLES GENERALES D'EXECUTION	3
A. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1. Objet, nature et modalités du marché	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Modalités du marché – accord-cadre selon le principe de cascade – Centrale d’achat.....	5
2. Durée du contrat.....	7
3. Pouvoir adjudicateur	7
3.1. Pouvoir adjudicateur	7
3.2. Service et fonctionnaire dirigeant	7
4. Forum Online	7
5. Introduction des offres.	8
5.1. Droit et mode d’introduction des offres	8
5.2. Modification ou retrait d’une offre déjà introduite	8
6. Description des fournitures	8
7. Documents régissant le marché	9
7.1. Législation.....	9
7.2. Documents du marché	9
8. Offres	9
8.1. Données à mentionner dans l’offre.....	9
8.2. Durée de validité de l’offre.....	10
8.3. Echantillons, documents et attestations à joindre à l’offre	10
9. Prix	10
9.1. Prix.....	10
9.2. Révision des prix.....	10
10. Les motifs d’exclusion– Régularité des offres- Critère d’attribution « prix ».....	10
10.1. Les motifs d’exclusion.....	10
10.2. Sélection qualitative	13
10.3. Aperçu de la procédure - Régularité des offres finales (BAFO)	13
10.4. Critère d’attribution «prix »	13
11. Cautionnement	14
12. Modification en cours d’exécution	14
12.1. Remplacement de l’adjudicataire.....	14
12.2. Impositions ayant une incidence sur le montant du marché	14
12.3. Circonstances imprévisibles dans le chef de l’adjudicataire et à son détriment.....	15
12.4. Circonstances imprévisibles dans le chef de l’adjudicataire et en sa faveur.....	15
12.5. Faits du pouvoir adjudicateur et de l’adjudicataire.....	16
12.6. Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l’pouvoir adjudicateur et incidents durant l’exécution	16
13. Exécution des fournitures	17
13.1. Délais et clauses	17
13.2. Lieu où les fournitures doivent être livrées.....	18
13.3. Vérification et réception des fournitures livrées.....	18
13.4. Réception des fournitures livrées.....	18
14. Facturation et paiement	18
14.1. Envoyer des e-factures à la plate-forme Mercurius	19
14.2. Quels sont les éléments minimaux à mentionner sur votre e-facture ?	19
15. Garantie et service après-vente.....	20
16. Sous-traitance	20
17. Litiges	20
B. ANNEXE	21

SPF Santé publique

B-FAST Health Department

Public Health Emergencies

Eurostation - Place Victor Horta, 40/10

1060 BRUXELLES

CAHIER SPECIAL DES CHARGES N° COVID19-PROTECT

**PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICATION PREALABLE
PAR LE FREE MARKET PISTE FERMEE POUR L'ACHAT DE**

**MASQUES CHIRURGICAUX
MASQUES RESPIRATOIRES FFP2
MASQUES RESPIRATOIRES FFP3
ÉCOUVILLONS (SWAB) EN FIBRES SYNTHETIQUES
DESINFECTANT EN AEROSOL
ALCOOL POUR LES MAINS
SOLUTION MERE POUR LA DESINFECTION
LUNETTES DE SECURITE
VISIÈRE DE PROTECTION
TABLIER DE PROTECTION IMPERMÉABLE
TABLIERS EN PLASTIQUE JETABLES
GANTS EN NITRILE (MINIMUM 300 MM)
SAC A POIGNEE EN PLASTIQUE AVEC FERMETURE A PRESSION
LINGETTES DÉSINFECTANTES,
ENVELOPPES MATELASSÉES**

POUR LE COMPTE DU SPF SANTÉ PUBLIQUE

DEROGATIONS AUX REGLES GENERALES D'EXECUTION

En application de l'article 9, §4 de l'A.R. du 14 janvier 2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, il est dérogé aux articles suivants :

- Art. 25, §2 concernant le cautionnement (voir point xx) ;
- Art. 27 concernant le délai de cautionnement et la suspension ;
- Art. 44, §2 concernant la mise en demeure pour les mesures d'office ;
- Art. 46 juncto art.123 concernant le calcul des amendes pour retard ;
- Art.116 concernant le délai de livraison.

En application de l'article 7 de l'A.R. précité, les commandes qui seront passées sur base de l'accord-cadre sont pleinement soumises à ses règles générales d'exécution, sans préjudice des dispositions des articles 5 et 6 de l'A.R. RGE et sauf stipulation contraire dans les documents du marché.

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. Objet, nature et modalités du marché

1.1. Objet du marché

Le présent marché porte sur l'achat, dans le cadre du COVID-19, de masques chirurgicaux, masques respiratoires FFP2, masques respiratoires FFP3, écouvillons (swab) en fibres synthétiques, désinfectant en aérosol, alcool pour les mains, solution mère pour la désinfection, lunettes de sécurité, visière de protection, tablier de protection imperméable, tabliers en plastique jetables, gants en nitrile (minimum 300 mm), sac à poignée en plastique avec fermeture à pression, enveloppes matelassées et lingettes désinfectantes.

Le pouvoir adjudicateur choisit la procédure négociée sans publication préalable pour raison d'urgence impérieuse comme prévu à l'article 42, §1, b) de la loi sur les marchés publics 2016.

Il s'agit d'un marché à bordereau de prix (arrêté royal 18 avril 2017, art. 2, 4°).

Ce marché comporte **15 lots** (voir pour plus de description technique, l'annexe « COVID19-PROTECT annexe2_specs_techs.doc »).

Les quantités pour chaque lot sont déterminées comme suit :

Lot	Objet	Quantités présumées
1	Masques chirurgicaux	19.500.000
2	Masques respiratoires FFP2	1.000.000
3	Masques respiratoires FFP3	1.000.000
4	Ecouvillons (swab) en fibres synthétiques	1.500.000
5	Désinfectant en aérosol	5.000.000
6	Alcool pour les mains	8.500.000
7	Solution mère pour la désinfection	315.000
8	Lunettes de sécurité	15.000.000
9	Visière de protection	15.000.000
10	Tablier de protection imperméable	15.000.000
11	Tabliers en plastique jetables	15.000.000
12	Gants en nitrile (minimum 300 mm)	100.000.000
13	Sac à poignée en plastique avec fermeture à pression	1.500.000
14	Lingettes désinfectantes	1.500.000
15	Enveloppes matelassées	30.000.000

Les quantités ci-dessus sont des quantités présumées et ne lient pas le pouvoir adjudicateur.

Ces quantités présumées s'appliquent pendant une période de trois mois.

La conclusion du présent marché ne donne à l'adjudicataire aucun droit d'exclusivité. Le pouvoir adjudicateur peut, même pendant la période de validité de l'accord-cadre, faire exécuter des fournitures identiques ou analogues à ceux décrits dans le présent cahier spécial des charges, par d'autres fournisseurs. Dans ce cas, l'adjudicataire, ne peut réclamer des dommages et intérêts.

1.2. Modalités du marché – accord-cadre selon le principe de cascade – Centrale d’achat

1.2.1. Cascade

Le présent contrat sera conclu selon la technique de l'accord-cadre avec plusieurs participants selon le principe de la cascade en application de l'article 43, §5, 1° de la loi sur les marchés publics de 2016, dont toutes les conditions sont préalablement définies dans le présent accord-cadre.

Les contrats seront donc passés conformément aux termes de cet accord-cadre sans remettre à nouveau les entreprises en concurrence.

Les conditions suivantes seront respectées :

- a) Pour chaque commande, le pouvoir adjudicateur consultera par écrit ou par courrier électronique le participant classé premier afin d'exécuter le marché ;
- b) Les dispositions relatives aux délais de confirmation, de début et d'exécution du contrat proposé sont énoncées au point 1.2.2.
- c) la cascade entrera en vigueur conformément aux dispositions énoncées ci-après

L'objectif est de retenir 5 entreprises parmi lesquelles chaque marché sera passé en première instance au soumissionnaire le mieux classé. Si le contrat ne peut être conclu qu'avec une seule entreprise en raison de l'absence d'offres ou offres finales régulières, le ou les lots en question peuvent être conclus avec une seule entreprise si le pouvoir adjudicateur souhaite faire usage de cette possibilité.

Un marché ne sera attribué au soumissionnaire suivant moins bien classé que dans les cas suivants :

- 1. L'adjudicataire le mieux classé ne s'engage pas dans les délais prévus au point 1.2.2 ;
- 2. L'adjudicataire le mieux classé ne peut pas atteindre ou ne peut pas atteindre entièrement les quantités commandée par le pouvoir adjudicateur. La totalité ou la partie restante de la commande sera alors transférée à l'adjudicataire suivant dans la cascade ;
- 3. L'adjudicataire le mieux classé ne peut pas livrer dans les délais prévus ;
- 4. Le participant le mieux classé refuse d'exécuter la commande ;
- 5. En cas d'application de sanctions pour retard dans l'application de l'article 46 juncto 123 A.R. du 14.01.2013 ;
- 6. En cas d'application de mesures d'office en application de l'article 47, §2, 3° de l'A.R. du 14.01.2013, c'est-à-dire la prise de mesures d'office et plus particulièrement la conclusion d'un ou plusieurs ordres pour le compte d'un ou plusieurs tiers pour l'ensemble de l'ordre restant à exécuter ;

Compte tenu de l'urgence impérative du marché et des commandes passées sur la base du présent accord-cadre, la mise en demeure dans le cadre de l'article 44, §2 de l'A.R. du 14.01.2013 n'est pas appliquée dans l'application des mesures d'office.

1.2.2. Délais de confirmation, de début et de livraison

- a. Le **délai de confirmation** : chaque fois que le pouvoir adjudicateur passe un marché (par l'envoi d'un courrier électronique avec accusé de réception à la personne de contact indiquée dans le formulaire), l'entreprise confirme l'exécution du marché par courrier électronique au plus tard 24 heures après la demande.

- b. Le **délai de livraison** : le délai de livraison est celui prévu dans l'offre de l'entreprise et ne peut être inférieur à 7 jours calendrier.
- c. La **délai de début** : en dérogation à l'article 116, §2, deuxième alinéa de l'A.R. du 14.01.2013, le délai de livraison est fixé au 1^{er} jour ouvrable qui suit l'envoi du courrier électronique de confirmation du point a.

Le non-respect des délais indiqués aux points a., b. et/ou c. donnera lieu à l'application de la cascade, sans préjudice de l'application de sanctions pour retard et/ou de mesures d'office.

1.2.3. Dérogations du délai normal prévu au point 1.2.2

Les jours de fermeture pour congés annuels chez le fournisseur sont comptés.

1.2.4. Centrale d'achat

Pour le présent accord-cadre, le SPF Santé publique agit en tant que centrale d'achat au sens de l'article 2, 6°, a) juncto l'article 7°, b) de la loi sur les marchés publics.

Par conséquent, chaque fois que le texte contient une référence au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice, le terme "pouvoir adjudicateur" ou "entité adjudicatrice" doit en effet être lu pour tout ce qui concerne l'attribution ou ce qui la précède, ou "donneur d'ordre" pour ce qui concerne l'exécution, sauf si le pouvoir adjudicateur de cet accord-cadre est explicitement mentionné.

Ce contrat ne garantit pas l'exclusivité ou un achat minimum pour l'adjudicataire. Chaque autorité contractante de cet accord est libre de passer des commandes pour ce contrat ou de publier elle-même un nouveau contrat.

1.2.5. Utilisateurs

Est considéré comme utilisateur de cet accord-cadre, tout pouvoir adjudicateur figurant dans la liste ci-dessous et qui peut utiliser le présent accord-cadre tel qu'il a été conclu par le pouvoir adjudicateur en tant que centrale d'achat.

Seuls les pouvoirs adjudicateurs figurant dans cette liste sont autorisés à passer une commande pendant la durée de validité du présent accord-cadre. Aucune commande ne sera acceptée de la part de donneurs d'ordre ne figurant pas sur cette liste.

Le donneur d'ordre est l'interlocuteur privilégié pour toute correspondance relative au bon de commande et à l'exécution du contrat.

Il s'agit des hôpitaux agréés de Belgique.

2. Durée du contrat

Le marché prend cours le premier jour ouvrable qui suit la date de la notification de la conclusion du marché par courrier électronique et par courrier recommandé, sauf indication contraire dans la notification elle-même.

L'accord-cadre peut être renouvelé une fois pour une nouvelle période de trois mois avec les mêmes quantités si l'urgence des mesures actuelles persiste. En cas de renouvellement, le pouvoir adjudicateur enverra une lettre recommandée aux adjudicataires un mois avant la fin de l'accord-cadre.

Le matériel doit être livré au plus tard dans les délais fixés. Le pouvoir adjudicateur impose une pénalité de retard de 3.000 € par jour calendaire de retard. Cette dérogation aux articles 46 juncto 123, §1 de l'A.R. du 14.01.2013 est nécessaire compte tenu du caractère d'urgence impérieuse.

3. Pouvoir adjudicateur

3.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'État belge représenté par la Ministre de Affaires sociales, de la Santé publique, de l'Asile et de la Migration.

Aussi longtemps que le pouvoir adjudicateur n'a pas pris de décision au sujet de la sélection ou de la de la régularité des offres, de l'attribution du marché ou de la renonciation à l'attribution ou la conclusion du marché, les soumissionnaires et les tiers n'ont aucun accès aux documents relatifs à la procédure de passation, notamment aux offres et aux documents internes du pouvoir adjudicateur.

3.2. Service et fonctionnaire dirigeant

Le service dirigeant est SDP – Relations internationales et PHE du SPF Santé publique, par l'intermédiaire de laquelle l'État belge agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Le service dirigeant est compétent pour le contrôle et la supervision de l'accord-cadre et des commandes passées ci-dessous. Le service dirigeant est l'interlocuteur privilégié pour toute correspondance importante relative à l'accord-cadre et aux contrats conclus sur la base de celui-ci. Le participant adressera toute correspondance relative à l'accord-cadre au service dirigeant, SDP – Relations internationales et PHE du SPF Santé publique.

Le fonctionnaire dirigeant pour le SPF Santé publique est M. Tom Auwers. Le fonctionnaire dirigeant peut être remplacé pendant l'exécution du marché. Le remplacement sera notifié par écrit à l'adjudicataire.

4. Forum Online

Non applicable.

5. Introduction des offres.

5.1. Droit et mode d'introduction des offres

Sans préjudice des variantes éventuelles, chaque soumissionnaire ne peut remettre qu'une offre par marché. Chaque participant à un groupement d'opérateurs économiques sans personnalité juridique est considéré comme un soumissionnaire.

Les participants à un groupement d'opérateurs économiques sans personnalité juridique doivent désigner celui d'entre eux qui représentera le groupement à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant le 23 Mars 2020 à 16 heures.

5.2. Modification ou retrait d'une offre déjà introduite

Les modifications ou le retrait d'une offre déjà introduite doivent/doit impérativement respecter les dispositions prévues à l'art. 43 de l'AR du 18 avril 2017.

6. Description des fournitures

L'accord-cadre comprend les lots suivants :

Lot	Objet
1	Masques chirurgicaux
2	Masques respiratoires FFP2
3	Masques respiratoires FFP3
4	Ecouvillons (swab) en fibres synthétiques
5	Désinfectant en aérosol
6	Alcool pour les mains
7	Solution mère pour la désinfection
8	Lunettes de sécurité
9	Visière de protection
10	Tablier de protection imperméable
11	Tabliers en plastique jetables
12	Gants en nitrile (minimum 300 mm)
13	Sac à poignée en plastique avec fermeture à pression
14	Lingettes désinfectantes
15	Enveloppes matelassées

Les spécifications techniques par lot sont reprises dans l'annexe 2 "COVID19-PROTECT annexe2_specs_techs.doc".

Les offres doivent être accompagnées des documents nécessaires pour permettre au pouvoir adjudicateur de vérifier que les exigences techniques sont respectées. À cette fin, les spécifications techniques nécessaires sont ajoutées à l'offre.

Ces exigences techniques sont considérées comme des **exigences minimales** en application de l'article 76, §1, 3° de l'A.R. du 18.04.2017.

7. Documents régissant le marché

7.1. Législation

- La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
- La loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
- L'arrêté royal du 18 avril 2017 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
- L'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Toutes les modifications à la loi et aux arrêtés précités, en vigueur au jour de l'envoi de l'invitation à déposer une offre.

7.2. Documents du marché

- Le présent cahier spécial des charges n° COVID-19-PROTECT;
- Le formulaire d'offre et l'inventaire.
- L'annexe "COVID19-PROTECT annexe2_specs_techs.doc".

8. Offres

8.1. Données à mentionner dans l'offre

L'attention des soumissionnaires est attirée sur les principes généraux édictés aux articles 4, 5, 6, 7 et 11 de la loi du 17 juin 2016 et qui sont applicables à la présente procédure de passation.

Il est fortement recommandé au soumissionnaire d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français ou en néerlandais.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

Les renseignements suivants seront mentionnés dans l'offre **par lot**:

- les prix unitaires forfaitaires en chiffres (hors TVA) ;
- le montant total de l'offre en chiffres (hors TVA) ;
- le montant de la TVA ;
- le montant total de l'offre en chiffres (TVA incluse) ;
- la signature du rapport de dépôt de l'offre initiale et de l'offre finale par la personne ou les personnes compétente(s) ou mandatée(s), selon le cas, pour engager le soumissionnaire ;
- la compétence de la personne ou des personnes qui signe(ent) l'offre ;
- le numéro d'immatriculation complet du soumissionnaire auprès de la Banque Carrefour des Entreprises (pour les soumissionnaires belges) ;

8.2. Durée de validité de l'offre

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de 15 jours calendrier, à compter du jour qui suit celui de la date limite de réception des offres.

8.3. Echantillons, documents et attestations à joindre à l'offre

Les soumissionnaires joignent à leur offre:

- tous les documents demandés dans le cadre des motifs d'exclusion, à savoir l'extrait de casier judiciaire (selon les cas), ou équivalent lors de l'écriture à des sociétés étrangères, et des critères d'attribution;
- les statuts ainsi que tout autre document utile prouvant la compétence du (des) signataire(s);
- **le formulaire d'offre (annexe 1) ;**
- **l'inventaire (annexe 3);**
- **les spécifications techniques (point par point conforme à l'annexe 2).**

9. Prix

9.1. Prix

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en EURO.

Le présent marché est un marché à bordereau de prix, ce qui signifie que seul le prix unitaire est forfaitaire.

L'adjudicataire est censé avoir inclus dans son prix unitaire tous les frais possibles grevant les fournitures, à l'exception de la TVA.

9.2. Révision des prix

Pour le présent marché, aucune révision des prix n'est applicable.

10. Les motifs d'exclusion– Régularité des offres- Critère d'attribution « prix »

10.1. Les motifs d'exclusion

10.1.1. Les motifs d'exclusion obligatoires

Sauf si le soumissionnaire démontre, conformément à l'article 70 de la Loi sur les marchés publics, qu'il a pris les mesures adéquates pour démontrer sa fiabilité, le SPF Santé publique exclut le soumissionnaire, à quelque stade que ce soit de la procédure, lorsqu'il a établi ou sait que ce soumissionnaire a été condamné pour l'une des infractions suivantes par une **décision de justice ayant autorité de chose jugée** :

- 1° participation à une organisation criminelle;
- 2° corruption;
- 3° fraude;
- 4° infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
- 5° blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme;
- 6° travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
- 7° occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

Les exclusions du 1° à 6° s'appliquent pour une période de 5 ans à compter de la date du jugement.

Le motif d'exclusion 7° quant à lui s'applique pour une période de 5 ans à partir de la fin de l'infraction.

Même en l'absence d'un jugement ayant force de chose jugée, le pouvoir adjudicateur exclut le soumissionnaire dès que cette infraction a été constatée par une décision administrative ou judiciaire, y compris une mise en demeure écrite établie conformément à l'article 49/2 du code pénal social.

Dans le cadre de la vérification des motifs d'exclusion, le soumissionnaire joint un extrait du casier judiciaire, ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement de l'opérateur économique et dont il résulte que ces conditions sont remplies.

(voir dans de sense aussi article 72 AR passation)

10.1.2. Motif d'exclusion relatif aux dettes fiscales et sociales

Est exclu de la présente procédure, le soumissionnaire qui ne satisfait pas à ses obligations de paiement de dettes fiscales et de cotisations de sécurité sociale. Néanmoins, le soumissionnaire qui se trouve dans les conditions suivantes peut participer :

- a) s'il ne dispose pas d'une dette supérieure à 3.000 euros ou
- b) s'il a obtenu pour cette dette un délai de paiement qu'il respecte strictement.

Lorsque la dette est supérieure à 3.000 euros, sous peine d'exclusion, le soumissionnaire démontre qu'il détient à l'égard d'un pouvoir adjudicateur ou d'une entreprise publique, une ou des créance(s) certaine(s), exigible(s) et libre(s) de tout engagement à l'égard de tiers pour un montant au moins égal à sa dette diminuée de 3.000 euros.

Lorsque l'attestation en possession du pouvoir adjudicateur ne démontre pas que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations fiscales et sociales, il en informera le soumissionnaire. A compter du lendemain de la notification de la constatation, le soumissionnaire dispose d'un délai unique de 5 jours ouvrables pour fournir la preuve de sa régularisation. Le recours à cette régularisation n'est possible qu'à une seule reprise..

10.1.3. Motifs d'exclusion facultatifs (article 69 de la LOI)

Sauf si le soumissionnaire démontre, conformément à l'article 70 de la Loi sur les marchés publics, qu'il a pris les mesures adéquates pour démontrer sa fiabilité, le SPF Santé publique exclut le soumissionnaire, à quelque stade que ce soit de la procédure, dans les cas suivants :

- 1° lorsque le pouvoir adjudicateur peut démontrer, par tout moyen approprié, que le candidat ou le soumissionnaire a manqué aux obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail ;
- 2° lorsque le candidat ou le soumissionnaire est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
- 3° lorsque le pouvoir adjudicateur peut démontrer par tout moyen approprié que le candidat ou le soumissionnaire a commis une faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité ;
- 4° lorsque le pouvoir adjudicateur dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le candidat ou le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence ;
- 5° lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts au sens de l'article 6 de la loi par d'autres mesures moins intrusives ;
- 6° lorsqu'il ne peut être remédié à une distorsion de la concurrence résultant de la participation préalable des candidats ou soumissionnaires à la préparation de la procédure de passation, visée à l'article 52 de la LOI, par d'autres mesures moins intrusives ;
- 7° lorsque des défaillances importantes ou persistantes du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'un contrat de concession antérieur, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ;
- 8° le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis en vertu de l'article 73 de la LOI ;
- 9° le soumissionnaire a entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

10.2. Sélection qualitative

Le soumissionnaire démontre sur une période des trois dernières années (2017, 2018, 2019) qu'il a effectué au moins 5 livraisons à des hôpitaux ou à des pouvoirs adjudicateurs agissant en tant que centrale d'achat au sens de l'article 2, 7°, a) de la loi sur les marchés publics et qui contiennent au moins 3 références relatives à des contrats différents, en précisant les quantités, la date et le destinataire : au moins 10 % des quantités présumées (voir point 1).

10.3. Aperçu de la procédure - Régularité des offres finales (BAFO)

10.3.1. Aperçu de la procédure

Dans une première phase, les offres introduites par les soumissionnaires seront examinées du point de vue de leur régularité.

Sur base de l'article 76, § 5 de l'AR du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur décidera soit de déclarer nulle l'offre entachée d'une irrégularité substantielle soit de régulariser cette anomalie. De même si l'offre contient de multiples irrégularités non substantielles, lorsque le cumul ou la combinaison produit les effets visés au paragraphe 1, troisième alinéa de l'article 76.

Dans une seconde phase, le pouvoir adjudicateur analysera les offres sur base des critères d'attribution repris dans le présent cahier spécial des charges.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de constituer une shortlist. Si le pouvoir adjudicateur utilise une shortlist, les offres régulières seront examinées sur la base des critères d'attribution définis dans le cahier des charges en vue d'établir une shortlist de soumissionnaires avec lesquels des négociations seront menées. Le cas échéant, un maximum de cinq soumissionnaires peut être sélectionné.

Puis suivra la phase des négociations. Le pouvoir adjudicateur négociera les offres initiales et toutes les offres ultérieures que présenteront les soumissionnaires en vue d'améliorer leur contenu, à l'exception des offres finales.

Les exigences minimales et les critères d'attribution ne font pas l'objet de négociations.

A la suite des négociations, les soumissionnaires pourront introduire une offre finale (Best and final offer). Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas négocier une offre initiale si elle est en soi suffisamment complète pour permettre la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution.

10.3.2. Régularité des offres finales (ou BAFO's)

Lorsque le pouvoir adjudicateur annoncera la fin des négociations, il invitera, par la même occasion, les soumissionnaires concernés à introduire leurs offres finales (BAFO). Les offres finales seront examinées du point de vue de leur régularité. Les offres finales substantiellement irrégulières seront exclues.

Seules les BAFO régulières seront confrontées au critère d'attribution « prix ». Le même est d'application pour les offres dont le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas négocier.

10.4. Critère d'attribution «prix »

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura introduit la BAFO avec le prix le plus bas, après que le pouvoir adjudicateur aura vérifié, à l'égard de ce soumissionnaire,

l'exactitude de la déclaration sur l'honneur implicite et, à condition, que le contrôle ait démontré que la déclaration sur l'honneur implicite corresponde à la réalité.

11. Cautionnement

Il s'agit d'un contrat cadre avec des quantités présumées non contraignantes. Par conséquent, le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de déterminer l'étendue réelle du besoin avant la mise en œuvre, en partie en raison de **l'imprévisibilité de la pandémie de COVID-19** en termes de quantité et de durée. Pour ces motifs, il est dérogé à l'article 25 de l'A.R. du 14.01.2013 et le cautionnement est déterminé par un montant forfaitaire fixe de 5.000 euro.

Compte tenu de l'urgence impérieuse, il est dérogé aux délais de cautionnement tels que déterminés à l'article 27, §1 de l'A.R. du 14.01.2013. Le cautionnement doit être déterminé endéans un délai de 10 jours qui suivent la conclusion du contrat. Le délai n'est pas suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise du fournisseur pour les jours visés à l'article 27, paragraphe 1, de l'A.R. du 14.01.2013.

12. Modification en cours d'exécution

Le présent marché ne peut être modifié sans nouvelle procédure de passation sauf en application des clauses de réexamen suivantes :

12.1. Remplacement de l'adjudicataire

Pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les motifs d'exclusion repris dans le présent document, un nouvel adjudicataire ne peut remplacer l'adjudicataire initial que dans les cas autres que ceux prévus à l'art. 38/3 des RGE.

Pour ce faire, l'adjudicataire introduit sa demande le plus rapidement possible par envoi recommandé, en précisant les raisons de ce remplacement et en fournissant un inventaire détaillé de l'état des fournitures déjà exécutées, les coordonnées relatives au nouvel adjudicataire ainsi que les documents et certificats auxquels le pouvoir adjudicateur n'a pas accès gratuitement.

La demande de remplacement sera analysée par le pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, fera l'objet d'un avenant daté et signé par les trois parties. L'adjudicataire initial reste responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la partie restante du marché.

12.2. Impositions ayant une incidence sur le montant du marché

L'adjudicataire peut se prévaloir des modifications des impositions en Belgique ayant une incidence sur le montant du marché aux conditions suivantes :

1. la modification est entrée en vigueur après le dixième jour précédant la date ultime fixée pour la réception des offres et
2. ces impositions ne sont pas incorporées dans la formule de révision prévue dans les documents du marché en application de la révision de prix.

En cas de hausse des impositions, l'adjudicataire doit établir qu'il a effectivement supporté les charges supplémentaires qu'il a réclamées et que celles-ci concernent des prestations inhérentes à l'exécution du marché. En cas de baisse, il n'y a pas de révision si l'adjudicataire prouve qu'il a payé les impositions à l'ancien taux.

Sous peine de déchéance, l'adjudicataire doit transmettre par écrit au pouvoir adjudicateur la justification chiffrée de sa demande dans les délais suivants :

- 1° avant l'expiration des délais contractuels pour obtenir une prolongation des délais d'exécution ou la résiliation du marché ;
- 2° au plus tard nonante jours à compter de la date de la notification à l'adjudicataire du procès-verbal de la réception provisoire du marché, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts;
- 3° au plus tard nonante jours après l'expiration de la période de garantie, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts, lorsque ladite demande d'application de la clause de réexamen trouve son origine dans des faits ou circonstances survenus pendant la période de garantie.

12.3. Circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire et à son détriment

Le marché peut faire l'objet d'une modification lorsque l'équilibre contractuel est bouleversé **au détriment** de l'adjudicataire par des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

L'adjudicataire ne peut invoquer l'application de cette clause de réexamen que s'il démontre que la révision est devenue nécessaire à la suite des circonstances qu'il ne pouvait raisonnablement pas prévoir lors du dépôt de son offre, qu'il ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier, bien qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires.

L'adjudicataire ne peut invoquer la défaillance d'un sous-traitant que pour autant que ce dernier puisse se prévaloir des circonstances que l'adjudicataire aurait pu lui-même invoquer s'il avait été placé dans une situation analogue.

Dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance, l'adjudicataire dénonce les faits ou les circonstances de manière succincte au pouvoir adjudicateur et décrit de manière précise leur influence sur le déroulement et le coût du marché.

Sous peine de déchéance, l'adjudicataire doit transmettre par écrit au pouvoir adjudicateur la justification chiffrée de sa demande dans les délais suivants :

- 1° avant l'expiration des délais contractuels pour obtenir une prolongation des délais d'exécution ou la résiliation du marché;
- 2° au plus tard nonante jours à compter de la date de la notification à l'adjudicataire du procès-verbal de la réception provisoire du marché pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts;
- 3° au plus tard nonante jours après l'expiration de la période de garantie, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts, lorsque ladite demande d'application de la clause de réexamen trouve son origine dans des faits ou circonstances survenu(e)s pendant la période de garantie.

Lorsque les conditions seront réunies, l'adjudicataire pourra obtenir soit une prolongation des délais d'exécution, soit, lorsqu'il y a un préjudice très important, la résiliation du marché.

12.4. Circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire et en sa faveur

Le marché peut faire l'objet d'une modification lorsque l'équilibre contractuel du marché a été bouleversé **en faveur** de l'adjudicataire en raison de circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

Le pouvoir adjudicateur qui veut se baser sur cette clause de réexamen, doit dénoncer les faits ou les circonstances sur lesquels il se base, par écrit dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance. Il décrit de manière précise leur influence sur le déroulement et le coût du marché.

Le pouvoir adjudicateur qui demande l'application de la clause de réexamen, doit le faire au plus tard nonante jours à compter de la date de la notification à l'adjudicataire du procès-verbal de la réception provisoire du marché en vue de la révision du marché.

Lorsque les conditions seront réunies, le pouvoir adjudicateur pourra obtenir soit une réduction des délais d'exécution, soit, lorsqu'il s'agit d'un avantage très important, en une autre forme de révision des dispositions du marché ou en la résiliation du marché.

12.5. Faits du pouvoir adjudicateur et de l'adjudicataire

Lorsque l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur a subi un retard ou un préjudice suite aux carences, lenteurs ou faits quelconques qui peuvent être imputés à l'autre partie, l'adjudicataire ou l'adjudicateur pourra, lorsque les conditions seront réunies, obtenir une ou plusieurs mesure(s) suivante(s):

- 1° la révision des dispositions contractuelles, en ce compris la prolongation ou la réduction des délais d'exécution ;
- 2° des dommages et intérêts ;
- 3° la résiliation du marché.

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicataire qui veut se baser sur cette clause de réexamen, doit dénoncer les faits ou les circonstances sur lesquels il se base, par écrit dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance. Il décrit de manière précise leur influence sur le déroulement et le coût du marché.

Sous peine de déchéance, l'adjudicataire doit transmettre par écrit au pouvoir adjudicateur la justification chiffrée de sa demande dans les délais suivants :

- 1° avant l'expiration des délais contractuels pour obtenir une prolongation des délais d'exécution ou la résiliation du marché ;
- 2° au plus tard nonante jours à compter de la date de la notification à l'adjudicataire du procès-verbal de la réception provisoire du marché, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts;
- 3° au plus tard nonante jours après l'expiration de la période de garantie, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts, lorsque ladite demande d'application de la clause de réexamen trouve son origine dans des faits ou circonstances survenus pendant la période de garantie.

12.6. Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'pouvoir adjudicateur et incidents durant l'exécution

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment lorsque le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient. Dans ce cas, le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré.

L'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par l' pouvoir adjudicateur dans les conditions cumulatives suivantes :

- 1° la suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier;
- 2° la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ou à d'autres circonstances auxquelles l' pouvoir adjudicateur est resté étranger et qui, à la discrétion de l' pouvoir adjudicateur, constituent un obstacle à continuer l'exécution du marché à ce moment
- 3° la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

Dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance, l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur qui veut se baser sur cette clause de réexamen, dénonce les faits ou les circonstances par écrit.

Sous peine de déchéance, l'adjudicataire doit transmettre par écrit au pouvoir adjudicateur la justification chiffrée de sa demande dans les délais suivants :

- 1° avant l'expiration des délais contractuels pour obtenir une prolongation des délais d'exécution ou la résiliation du marché ;
- 2° au plus tard nonante jours à compter de la date de la notification à l'adjudicataire du procès-verbal de la réception provisoire du marché, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts;
- 3° au plus tard nonante jours après l'expiration de la période de garantie, pour obtenir une révision du marché autre que celle visée au 1° ou des dommages et intérêts, lorsque ladite demande d'application de la clause de réexamen trouve son origine dans des faits ou circonstances survenus pendant la période de garantie.

13. Exécution des fournitures

13.1. Délais et clauses

Les fournitures doivent être exécutées dans un délai de 7 jours calendrier à compter du jour ouvrable qui suit la date d'envoi du bon de commande. Les jours de fermeture de l'entreprise de l' adjudicataire pour les vacances annuelles sont inclus dans le calcul.

Le cas échéant, le SPF Santé publique est chargé de coordonner la distribution aux hôpitaux et, le cas échéant, de déterminer quel hôpital doit être approvisionné en priorité sur la base d'une évaluation objective des besoins les plus aigus, en tenant compte de la répartition spécifique des services médicaux pour chaque hôpital.

Le bon de commande est adressé à l' adjudicataire soit par envoi recommandé, soit par fax, soit par tout autre moyen permettant de déterminer la date d'envoi de manière certaine.

Les échanges de correspondance subséquents relatifs au bon de commande (et à la livraison) suivent les mêmes règles que celles prévues pour l'envoi du bon de commande chaque fois qu'une partie désire se ménager la preuve de son intervention.

En cas de réception du bon de commande postérieure au délai de deux jours ouvrables, le délai de livraison peut être prolongé au prorata du retard constaté pour la réception du bon de commande, à la demande écrite et justifiée de l' adjudicataire. Si le service qui a fait la commande, après avoir examiné la demande écrite de l' adjudicataire, l'estime fondée ou partiellement fondée, il lui communique par écrit quelle prolongation de délai est acceptée.

En cas de libellé manifestement incorrect ou incomplet du bon de commande empêchant toute exécution de la commande, l'adjudicataire en avise immédiatement par écrit le service commandeur afin qu'une solution soit trouvée pour permettre l'exécution normale de la commande. Si nécessaire, l'adjudicataire sollicite une prolongation du délai de livraison dans les mêmes conditions que celles prévues en cas de réception tardive du bon de commande.

En tout état de cause, les réclamations relatives au bon de commande ne sont plus recevables si elles ne sont pas introduites dans les 2 jours de calendrier à compter à partir du premier jour qui suit celui où le fournisseur a reçu le bon de commande.

13.2. Lieu où les fournitures doivent être livrées

Les fournitures seront livrées exécutés à l'adresse suivante:

<p align="center">Magasin C7 Cazerne Major Housiau, Martelarenstraat 181 1800 Vilvoorde</p>
--

13.3. Vérification et réception des fournitures livrées

Si, pendant l'exécution des fournitures, des anomalies sont constatées, ceci sera immédiatement notifié à l'adjudicataire par un message e-mail, qui sera confirmé par la suite au moyen d'un envoi recommandé. L'adjudicataire est tenu de remplacer les fournitures exécutées de manière non conforme par des fournitures qui correspondent à celles décrites au cahier spécial des charges et dans l'offre.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de livraison, pour procéder aux formalités de réception provisoire et en notifier le résultat à l'adjudicataire. Ce délai prend cours pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession du bordereau ou de la facture.

A l'expiration du délai de vérification, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.

La réception définitive a lieu à l'expiration du délai de garantie. Elle est implicite lorsque la fourniture n'a pas donné lieu à réclamation pendant ce délai.

13.4. Réception des fournitures livrées

Les fournitures seront suivies attentivement par un délégué du pouvoir adjudicateur.

14. Facturation et paiement

L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception des fournitures (exemplaire original) à l'adresse suivante:

invoice@health.fgov.be
 avec copie à ibri@sante.belgique.be
 SPF Santé publique
 Services du Président
 Relations internationales
 Place Victor Horta 40/10
 1060 Bruxelles
 Belgique

Seules les fournitures exécutées de manière correcte pourront être facturées.

Le paiement du montant dû au adjudicataire doit intervenir dans le délai de paiement de trente jours à compter de l'échéance du délai de vérification ou à compter du lendemain du dernier jour du délai de vérification si ce délai est inférieur à trente jours. Et pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie ainsi que d'autres documents éventuellement exigés.

Lorsque les documents du marché ne prévoient pas une déclaration de créance séparée, la facture vaut déclaration de créance.

La facture doit être libellée en EURO.

14.1. Envoyer des e-factures à la plate-forme Mercurius

Les e-factures peuvent être envoyées électroniquement vers la plate-forme Mercurius. Cette plate-forme est la voie d'accès unique des e-factures pour toutes les administrations de Belgique. Mercurius veille donc à une uniformisation approfondie de la facturation électronique au sein du secteur public. Mercurius reçoit toutes les factures conformément au cadre d'accords européen : PEPPOL (Pan European Public Procurement On Line). Ce cadre peut aussi parfaitement être utilisé pour la facturation au sein du secteur privé. Actuellement, il s'agit de l'approche la plus prometteuse pour une généralisation de la facturation électronique. Vous trouverez une description complète de ce cadre et de ses composantes sur le site suivant : <http://peppol.eu/>

La plate-forme Mercurius a prévu une fonctionnalité visuelle « track and trace », permettant à chaque partie impliquée, indépendamment du adjudicataire de services auquel elle est rattachée, de suivre le statut de la facture qu'elle a envoyée sur la plate-forme Mercurius.

Pour les adjudicataires qui ne seraient pas encore prêts à envoyer des factures électroniques, la plate-forme Mercurius a prévu une option pour saisir manuellement les factures. Celles-ci sont ensuite envoyées au format XML et peuvent être suivies ultérieurement sur la plate-forme.

Vous trouverez des informations relatives à l'utilisation de la plate-forme Mercurius sur : <https://digital.belgium.be/e-invoicing/>.

Pour plus d'informations sur l'e-facturation en Belgique, veuillez consulter le site suivant : <http://www.efacture.belgium.be/fr/index/index.html>.

14.2. Quels sont les éléments minimaux à mentionner sur votre e-facture ?

Il est important que vous mentionniez sur votre e-facture, outre les données obligatoires conformément au Code de la TVA, également les données minimales suivantes afin que l'e-facture soit considérée comme régulière et soit traitée efficacement :

- 1° Les identifiants de processus et de la facture;
- 2° La période de facturation;
- 3° Les renseignements concernant l'adjudicataire;
- 4° Les renseignements concernant le pouvoir adjudicateur;
- 5° Les renseignements concernant le bénéficiaire du paiement;
- 6° Les renseignements concernant le représentant fiscal de l'adjudicataire¹;
- 7° La référence du contrat;
- 8° Les détails concernant les fournitures;

¹ Si applicable.

- 9° Les instructions relatives au paiement;
- 10° Les renseignements concernant les déductions ou frais supplémentaires ;
- 11° Les renseignements concernant les postes figurant sur la facture ;
- 12° Les montants totaux de la facture ;
- 13° La répartition par taux de TVA.

Que vous utilisiez ou non une solution intégrée pour l'e-facturation, vous devez toujours établir l'e-facture conformément au format PEPOL-BIS.

L'adjudicataire veille à ce que la facture électronique ne contienne pas de virus informatiques, de macros ou d'autres instructions nuisibles. Toute pièce écrite qui a été établie avec des moyens électroniques et qui présente dans la version reçue un virus informatique, une macro ou toute autre instruction nuisible, peut être considérée comme non reçue. Dans ce cas, l'expéditeur est immédiatement averti.

Lorsqu'il est prévu un paiement direct au(x) sous-traitant(s) ou lorsque le marché est attribué à un groupement d'opérateurs économiques. Les présentes dispositions s'appliquent aux factures électroniques émises tant par le(s) sous-traitant(s) que par le groupement ou par chacun des opérateurs économiques membres du groupement.

15. Garantie et service après-vente

Dans un délai d'un an à compter de la date de la réception provisoire au lieu de livraison, le pouvoir adjudicateur peut exiger que le adjudicataire remplace, à ses frais et dans le délai imposé, les produits présentant des défauts qui empêchent une utilisation conforme aux conditions du marché.

Un nouveau délai de garantie équivalent s'applique à tous les produits fournis en remplacement. Le délai de garantie est prolongé, le cas échéant, à concurrence du laps de temps pendant lequel le produit n'a pu être utilisé du fait d'avarie.

Les soumissionnaires peuvent proposer dans leur offre un délai de garantie plus long.

16. Sous-traitance

Le soumissionnaire qui fait appel à la sous-traitance doit, en application de l'article 74 de l'arrêté royal du 18.04.2017, indiquer dans son offre la part du marché qu'il sous-traite et les sous-traitants qu'il propose.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer l'article 12/2 A.R. du 14.01.2013 et de vérifier si le sous-traitant se trouve dans un motif d'exclusion tel que visé aux articles 67 à 69 de la loi.

Si l'adjudicataire a désigné certains sous-traitants dans son offre (en faisant appel ou non à la capacité d'autres entités), il ne peut compter que sur les sous-traitants désignés pendant l'exécution, sauf s'il obtient l'autorisation du pouvoir adjudicateur de recourir à un autre sous-traitant.

17. Litiges

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

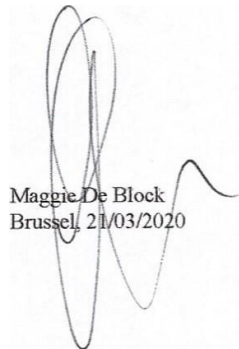
Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités

nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

B. ANNEXE

- Annexe 1 : Un formulaire d'offre par lot
- Annexe 2: specifications techniques : "COVID19-PROTECT SpecTech.doc"
- Annexe 3 : inventaires

APPROUVE:
Bruxelles 21 mars 2020



Maggie De Block
Brussel, 21/03/2020